

## Résumé

**L**e ralentissement international actuel est porteur de nouveaux risques pour l'économie danoise, qui ne s'est redressée jusqu'ici que lentement et inégalement après l'éclatement de la forte bulle immobilière et la crise mondiale qui s'est déclarée en 2007-08. L'enjeu principal consiste à assurer l'espace nécessaire à la mise en œuvre de politiques propres à absorber d'éventuels nouveaux chocs négatifs, tout en s'en tenant aux plans actuels et en favorisant une croissance forte, durable et écologique. L'économie danoise ne manque pas d'atouts. La situation budgétaire est relativement saine. Le système de flexisécurité facilite l'ajustement aux chocs tout en limitant le coût social du chômage et le risque que celui-ci ne s'enracine. Le système de protection sociale assure un faible niveau de pauvreté et d'inégalité. Cependant, la compétitivité s'est dégradée au cours de la décennie écoulée et la croissance de la productivité a été faible, ce qui a nui à la croissance potentielle. Par ailleurs, des vulnérabilités demeurent dans le secteur financier. Les ambitions du Danemark en matière de croissance verte pourraient générer de nouvelles sources de croissance, mais les politiques relatives à l'énergie et aux changements climatiques doivent être revues pour améliorer leur efficacité-coût.

- **Améliorer la stabilité financière.** Des liens encore plus étroits de coopération entre les autorités de surveillance financière et un renforcement des instruments prudeniels, conformément aux évolutions intervenant au niveau de l'UE, amélioreraient la stabilité financière. Les institutions financières systématiquement importantes pourraient devoir être assujetties à des critères plus stricts en matière de fonds propres. L'octroi de nouveaux prêts hypothécaires in fine devrait être étroitement contrôlé pour préserver la qualité des actifs des émetteurs de prêts hypothécaires.
- **Encourager davantage la concurrence.** Malgré les progrès récents, il est tout à fait possible de renforcer la concurrence dans plusieurs secteurs, de façon à doper la croissance de la productivité. Une diminution du nombre d'institutions s'occupant de la politique de la concurrence et un renforcement de leurs pouvoirs amélioreraient leur efficacité.
- **Renforcer le cadre budgétaire.** Un meilleur contrôle des dépenses publiques contribuerait à assurer la viabilité budgétaire à long terme sans accroître la charge fiscale déjà élevée qui pèse sur la croissance économique. Pour y parvenir, il faudrait introduire un plafonnement pluriannuel des dépenses au niveau de l'administration centrale, assurer la couverture de la plupart des dépenses et élargir le mandat de suivi budgétaire du Conseil économique danois. Pour que les différentes municipalités soient contraintes de respecter des règles en matière de dépenses, le recours à des sanctions individuelles et crédibles devrait se poursuivre.
- **Améliorer l'efficacité des dépenses sociales.** La réforme du régime de retraite anticipée augmentera l'offre de main-d'œuvre et renforcera la viabilité du système de protection sociale. La réduction de la part de la population d'âge actif recevant des prestations de maladie et d'invalidité est aussi indispensable pour réaliser ces objectifs. Les autorités devront faire en sorte que le nouveau régime d'invalidité pour les seniors ne conduise pas à une augmentation du nombre de bénéficiaires de ces prestations. Le programme spécial d'emploi pour les personnes handicapées (Fleksjob) devrait aussi être reconsidéré, notamment en améliorant son ciblage et en le rendant

moins généreux. L'efficacité des dépenses publiques au titre de l'éducation et des soins de santé peut être améliorée.

- **Vers une croissance verte : améliorer les politiques relatives à l'énergie et aux changements climatiques.** Une évaluation régulière des objectifs nationaux en matière de climat et d'énergie, eu égard aux évolutions internationales et technologiques, réduirait le coût de réalisation de ces objectifs. Apporter un soutien aux technologies de manière plus neutre augmenterait les chances d'adopter les meilleures technologies et réduirait les risques d'erreurs coûteuses. Œuvrer en faveur d'une diminution des plafonds d'émissions dans les futures négociations au sein de l'UE irait dans le sens des objectifs ambitieux que s'est fixé le Danemark. Le relèvement de certaines taxes sur les combustibles fossiles contribuerait à harmoniser le prix implicite du carbone et encouragerait des réductions des émissions de GES dans le secteur des transports et le secteur résidentiel. Les efforts de réduction des émissions de GES dans l'agriculture devraient se poursuivre.